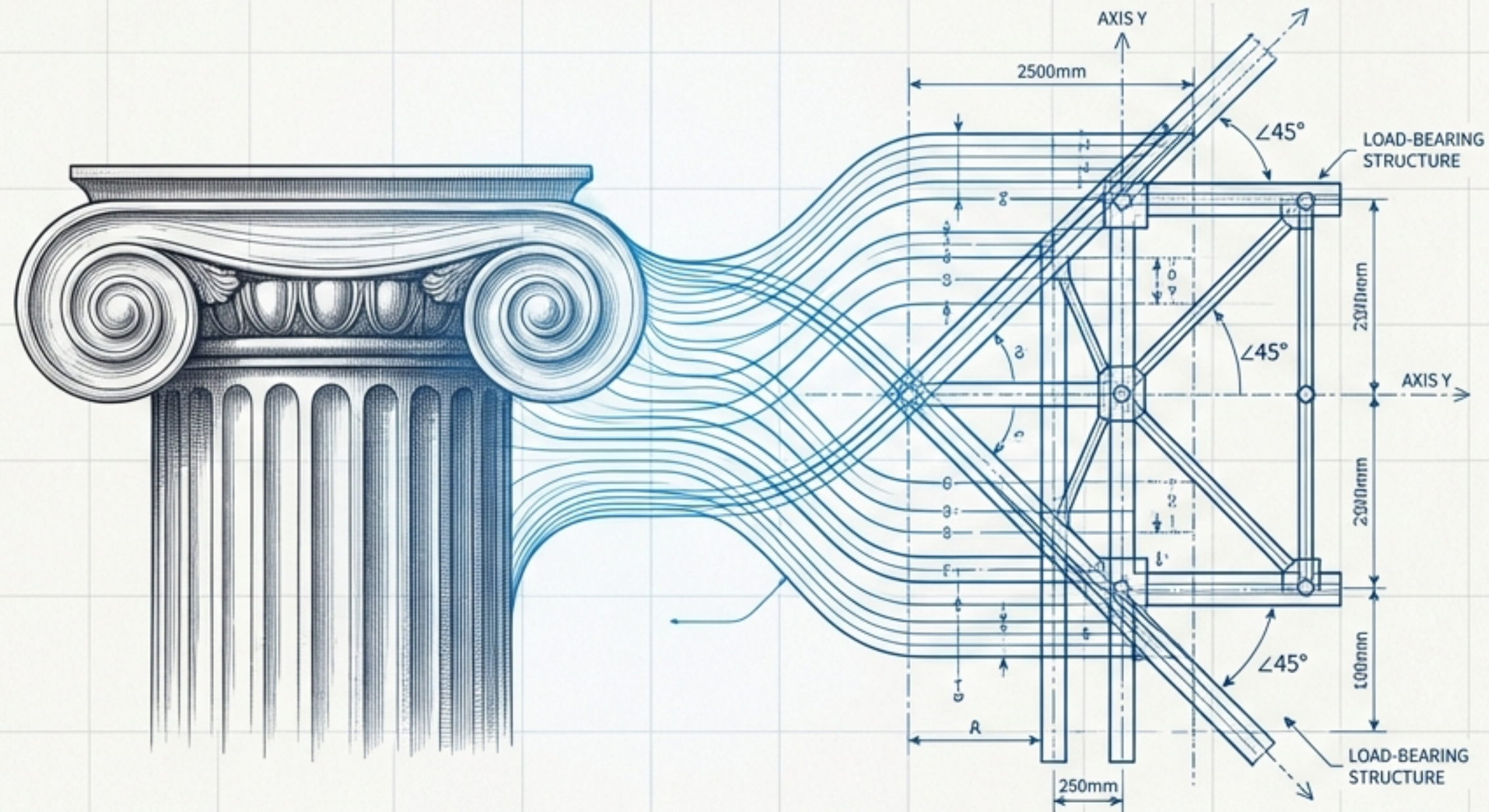


L'Architecture Invisible de la République

Comprendre les grands principes juridiques qui structurent l'État de droit.



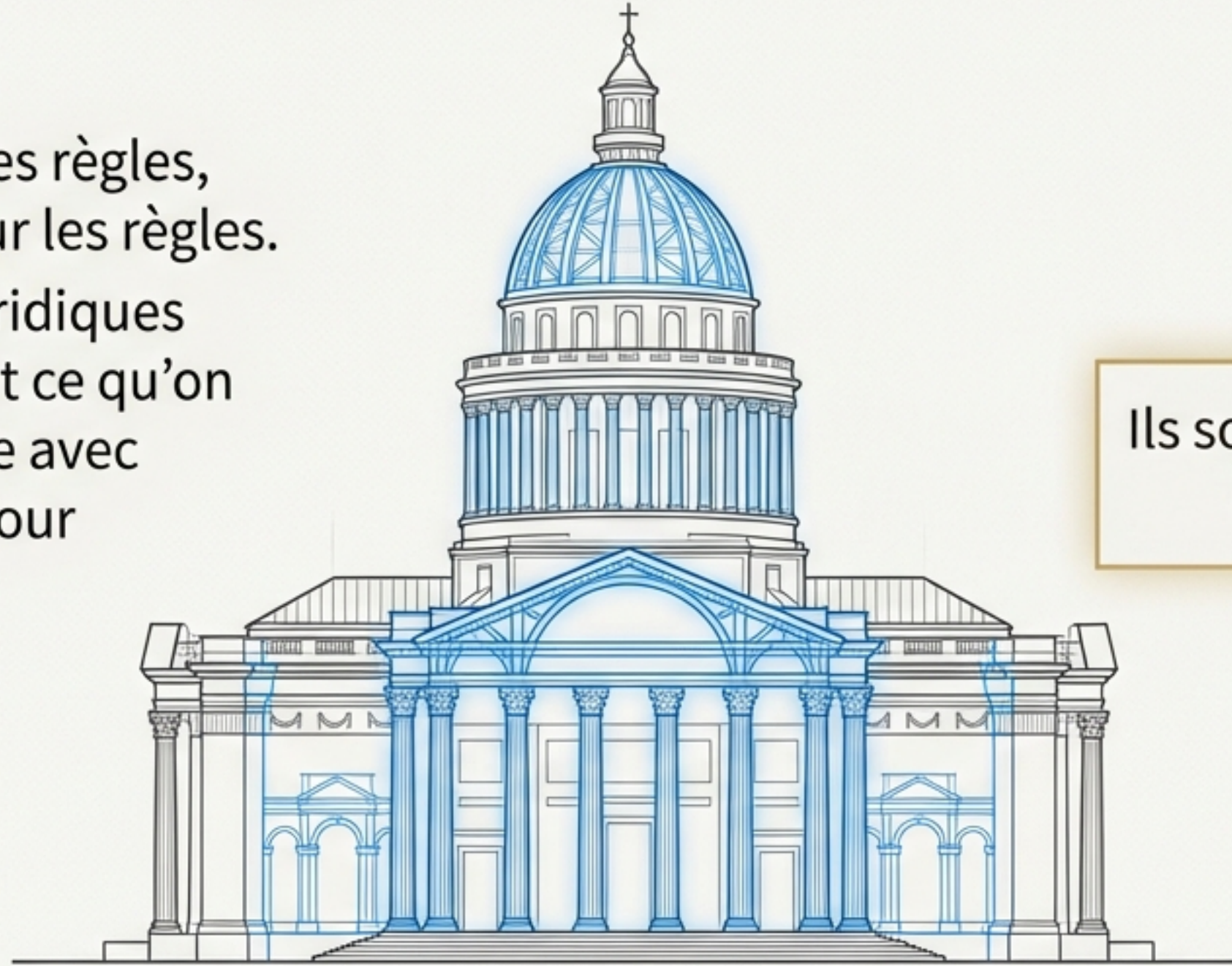
Un guide pour analyser, problématiser et réussir.

Qu'est-ce qui fait qu'une démocratie "tient debout" ?

Imaginez un jeu avec des règles,
mais aussi des règles sur les règles.

Les grands principes juridiques
jouent ce rôle : ils disent ce qu'on
ne peut pas faire, même avec
une majorité, même "pour
de bonnes raisons".

Ils sont **l'ossature invisible
de l'État de droit.**



Liberté • Égalité • Laïcité • Légalité • Proportionnalité • Dignité • Procès équitable.

Des principes nés de l'Histoire pour limiter l'arbitraire

1789

Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen : Liberté, égalité, souveraineté nationale, présomption d'innocence.

1905

Loi de Séparation des Églises et de l'État : Laïcité juridique : neutralité de l'État, liberté de conscience.

1950

Convention Européenne des Droits de l'Homme : Un standard européen de droits fondamentaux.

1958

Constitution de la Ve République : Des institutions et des garanties protégées par un juge constitutionnel.

2004

Charte de l'environnement : Intégration de la responsabilité environnementale dans le bloc de constitutionnalité.

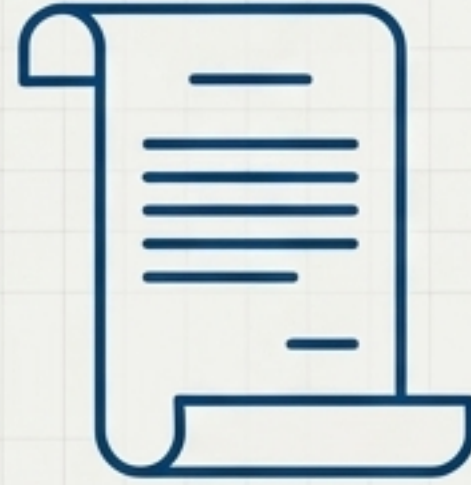
Trois piliers à citer, une notion à maîtriser



Égalité

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. »

(DDHC, art. 1, 1789)



La Loi

« ... expression de la volonté générale. »

(DDHC, art. 6, 1789)



Laïcité

« La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. »

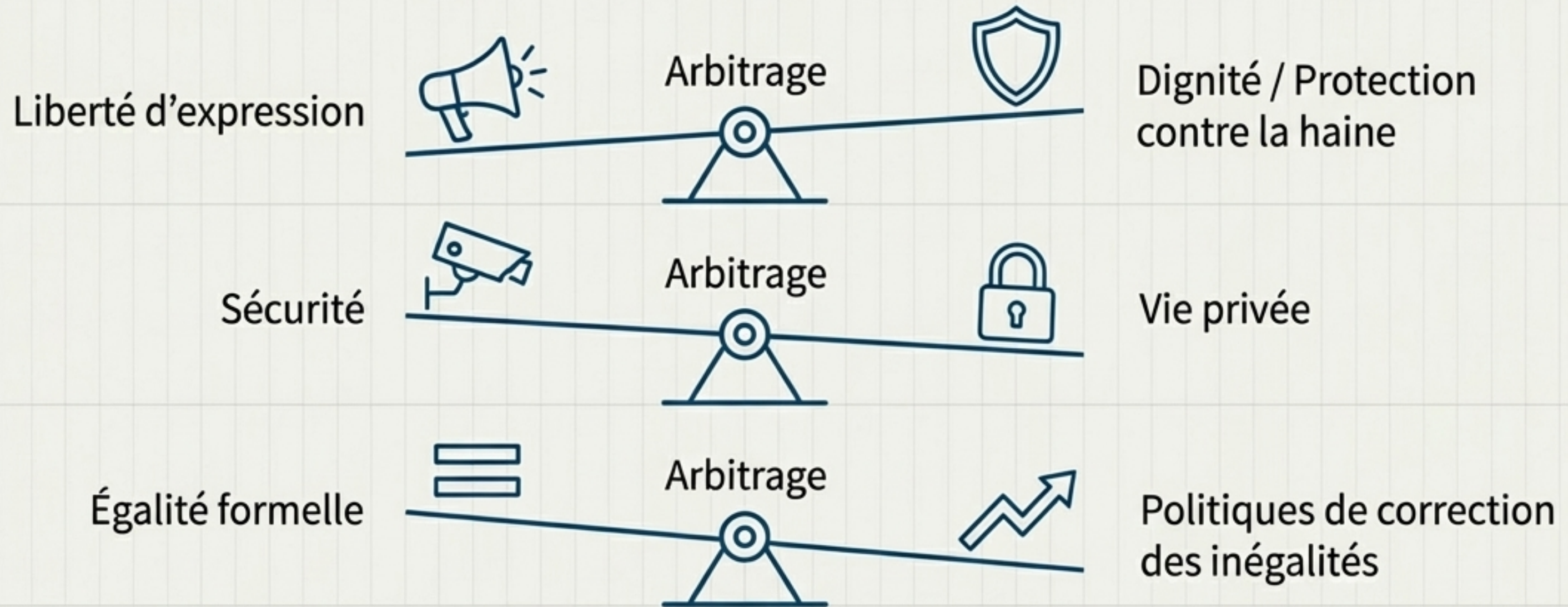
(Loi du 9 décembre 1905, art. 2)

L'État de droit

L'idée que l'action publique est soumise au droit. Critères : pouvoirs encadrés, juge indépendant, droits garantis, décisions contrôlables.

La mécanique des principes : une logique d'arbitrage.

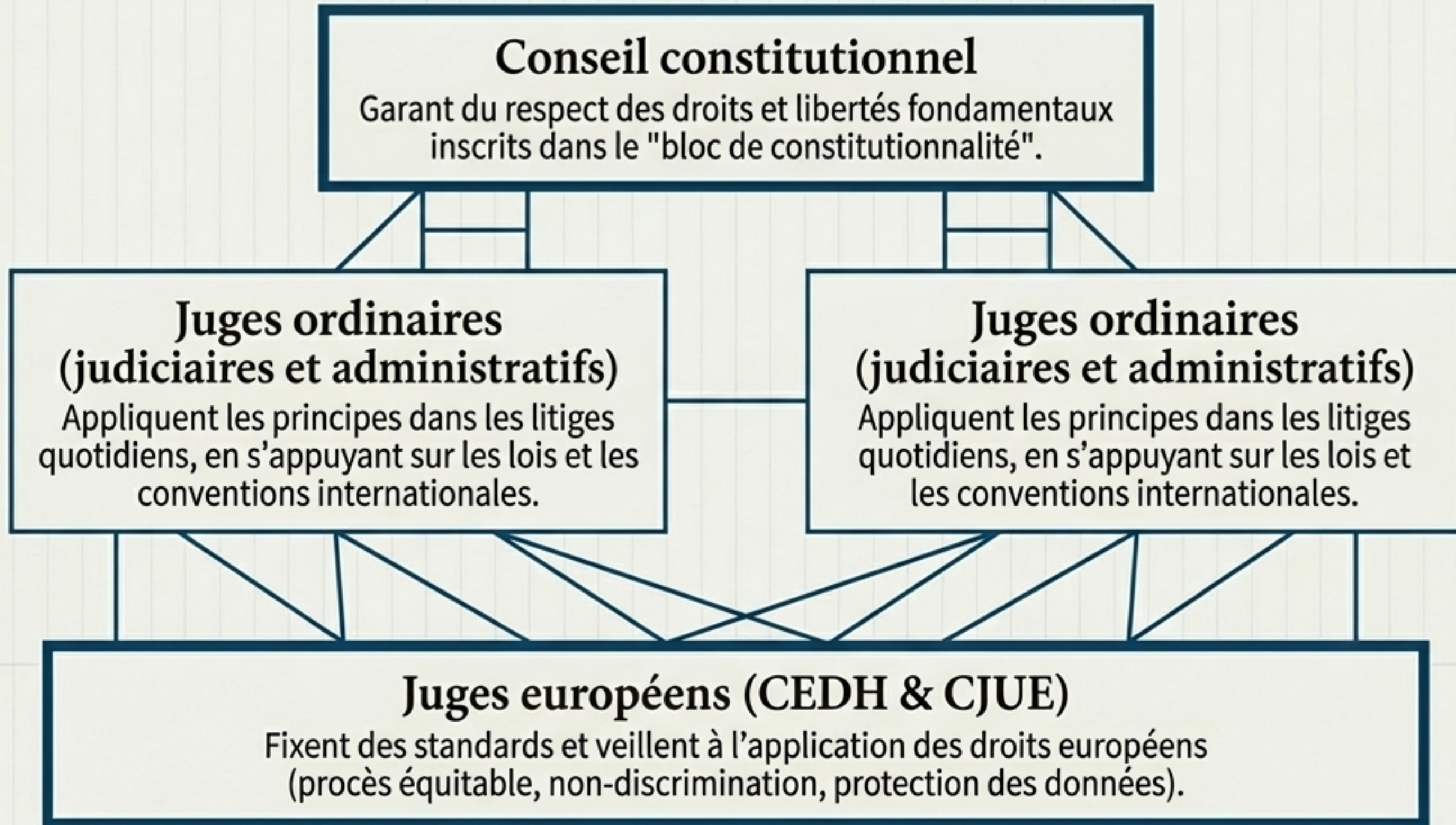
Les principes ne sont pas des “boutons on/off”. Ils entrent constamment en tension.



La proportionnalité

La restriction d'une liberté doit être nécessaire et adaptée à l'objectif poursuivi. C'est la recherche d'un équilibre.

Les Gardiens de l'Architecture : la mise en œuvre par les juges.



L'édifice à l'épreuve du présent : les débats contemporains (1/2).



Liberté d'expression

Où finit l'opinion, où commence l'atteinte à autrui (diffamation, incitation à la haine) ?

L'ère des réseaux sociaux.



Égalité

Égalité formelle ("la même règle pour tous") ou égalité réelle (corriger les désavantages structurels) ?

Contentieux des discriminations (emploi, logement).



Laïcité

Comment concilier neutralité de l'État et liberté de conscience sans basculer dans l'hostilité aux religions ?

Débats sur les signes religieux dans l'espace public.

L'édifice à l'épreuve du présent : les débats contemporains (2/2).



Vie privée et données personnelles

À l'ère du numérique, la protection des données devient un principe de liberté concrète.

Le RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données).
Il garantit le consentement, la finalité limitée, et les droits des personnes (accès, effacement).

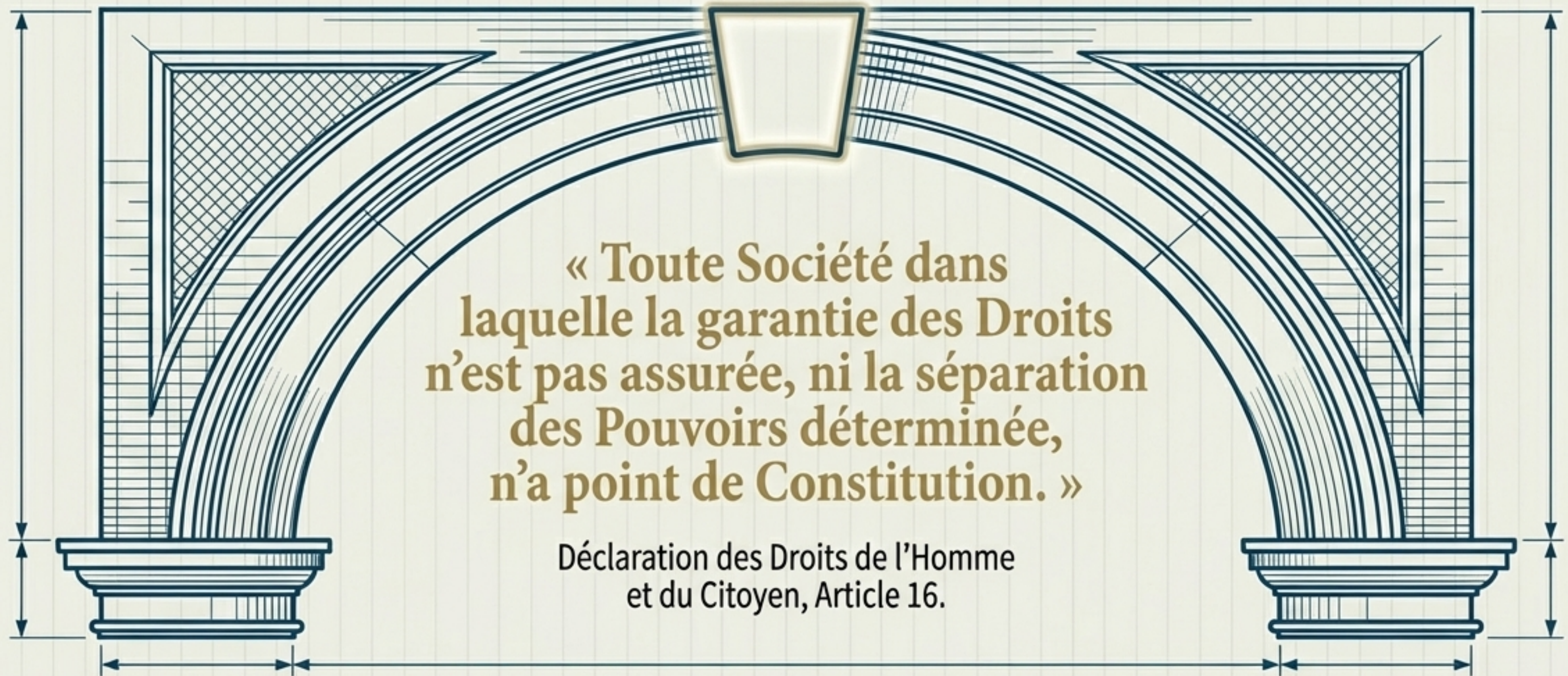


Environnement et justice climatique

Doit-on constitutionnaliser davantage la protection du climat ?
Quel est le rôle du juge face à l'inaction climatique ?

La **Charte de l'environnement de 2004** sert de base aux arguments juridiques (prévention, précaution).

La Clé de Voûte de la Constitution



Sans séparation des pouvoirs, il n'y a pas de contrôle de l'action publique, et donc pas d'État de droit. C'est le principe qui garantit tous les autres.

Le Guide d'Utilisation : 4 pièges à éviter à l'oral et à l'écrit.

Confondre principe et slogan.



À éviter

Énoncer "Liberté !"



À faire

Définir le principe, citer un texte fondateur, et donner un exemple concret.

Opposer liberté et égalité.



À éviter

"Plus d'égalité, c'est moins de liberté."



À faire

Expliquer que la démocratie vit de leur équilibre et de leur arbitrage constant.

Réduire la laïcité à une interdiction.



À éviter

La présenter comme une hostilité aux religions.



À faire

Souligner qu'elle protège d'abord la liberté de conscience et assure la neutralité de l'État.

Utiliser "État de droit" comme un mot-valise.



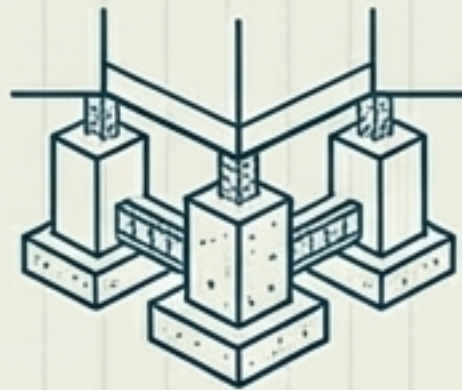
L'employer comme une simple éloge ou une insulte politique.



L'expliquer par ses composantes concrètes : contrôle du pouvoir, juge indépendant, droits garantis.

Votre Stratégie pour le Concours : Construire une réponse en 3 temps.

1

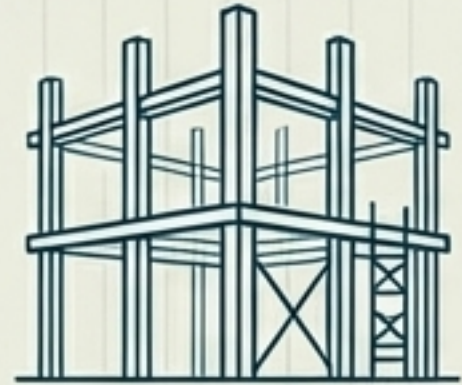


Ancrer votre propos.

Commencez par 2 ou 3 principes fondamentaux (Liberté, Égalité, Laïcité).

Appuyez-vous sur une citation précise (DDHC art. 1, Loi 1905 art. 2).

2



Connecter au présent.

Donnez un exemple 'moderne' et pertinent.

Munition: Pensez protection des données (RGPD), réseaux sociaux, ou justice environnementale.

3



Problématiser.

Montrez que vous comprenez la complexité. L'enjeu est presque toujours l'**arbitrage**.

Munition: Mettez en tension les principes (ex : sécurité vs. libertés, égalité formelle vs. réelle).

Mettez-vous en condition : Les questions qui vous attendent.

Ces sujets types testent votre capacité à problématiser, pas seulement à réciter.

Sujets types pour la dissertation

« L'État de droit est-il un frein ou une protection ? »

« Laïcité : neutralité de l'État ou neutralisation des religions ? »

« Vie privée : une liberté du XXI^e siècle ? »

Questions types pour l'oral

« Que dit réellement la loi de 1905 et que protège-t-elle ? »

« Quelle est la différence entre égalité formelle et égalité réelle ? Illustrez. »

« Comment raisonner sur les limites de la liberté d'expression sans faire un discours moral ? »

La Fiche Référence : Les repères clés à mémoriser.

Textes Fondateurs

- 1789: DDHC (Libertés, égalité)
-  1905: Loi de Séparation (Laïcité)
-  1958: Constitution Ve Rép. (Institutions)
- 2004: Charte de l'Environnement (Devoirs écologiques)

Citations Essentielles

Égalité : « **libres et égaux en droits** » (DDHC, art. 1)

Laïcité : « **ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte** » (Loi 1905, art. 2)

Concepts Mécaniques

Arbitrage contemporain : Le principe de **proportionnalité**.

Données personnelles : Le cadre du **RGPD** (2016/679).

Du Plan à l'Édifice : Une architecture vivante

Les grands principes ne sont pas des monuments du passé.
Ils forment une grammaire juridique en constante évolution, utilisée chaque jour pour arbitrer les tensions de notre société et construire l'État de droit de demain.



Les maîtriser, c'est détenir les clés pour comprendre et participer au débat public.